



Rapport d'actualité – Natacha POMMET

**CEF du 9 septembre 2026
CNF des 10 et 11 septembre 2026**

Bonjour à toutes et tous,

J'espère que malgré les fortes chaleurs vous avez pu tous recharger les batteries pendant la pause estivale, car la rentrée promet d'être chargée.

Le monde est entré dans une période de violences particulièrement intense : jamais autant de conflits impliquant des États n'ont été recensés depuis la seconde guerre mondiale.

Les principaux conflits au Proche et au Moyen-Orient, en Ukraine continuent d'occuper les gros titres de l'actualité s'agissant surtout des bravades de Trump, mais en faisant le silence sur la destruction et le génocide qui ont lieu à Gaza depuis 3 ans maintenant. Le coût humain de ces conflits est immense, la mort, la désolation, le déplacement forcé, les tortures... Quand le capital et les velléités impérialistes des dictateurs sont main dans la main pour accumuler toujours plus de richesses, ce sont les populations qui souffrent de part et d'autre.

La paix et le désarmement sont au cœur de nos revendications et de notre projet de société. C'est pourquoi nous devons être nombreuses et nombreux aux marches pour la paix qui auront lieu les 21 ou 26 septembre partout en France.

Le 10 octobre prochain, le collectif international Stop the war, composé notamment de BDS appel à manifester partout en France et dans le monde.

Dans ce contexte de grandes tensions internationales qu'elle alimente au profit du capital, l'extrême droite s'organise, poursuit sa progression et consolide son unité.

Après l'Argentine de Milei c'est au tour du Chili, du Pérou et de la Colombie d'être dirigés par l'extrême droite. Trump et la doctrine Monroe fonctionnent à plein, les régimes de l'Amérique latine se mettent au diapason, en bons vassaux des États-Unis.

Il y a cependant des poches de résistances : en octobre prochain, Lula affrontera le fils de Jair Bolsonaro et aux États-Unis des démocrates nouvelle génération remportent des élections déterminantes comme Abdul El-Sayed dans le Michigan, Cuba tient encore grâce à la solidarité, notamment celle des syndicats de la fédération qui ont contribué pour l'achat du véhicule électrique du syndicat des travailleurs cubains.

En Europe, ce basculement vers le capitalisme libertarien, d'extrême droite, a remporté les élections dans le Land de Saxe dimanche dernier. Avec plus de 44 % des voix, c'est un séisme qu'un parti qui se revendique nazi remporte les élections 81 ans après 1945. En France il nous reste 9 mois pour empêcher ce scénario catastrophique.

L'épisode abominable du policier municipal de Carcassonne sorti hier dans les médias est une illustration de ce qui nous attend si nous ne faisons rien. La Fédération a sorti deux expressions à ce propos et rappelle l'importance de participer aux mobilisations contre le permis de tuer du 20 septembre prochain.

La Direction fédérale a consacré ses journées d'été fédérales à ce thème dans le but d'avoir un premier temps de réflexion sur ce qu'il s'agirait de faire si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Dans un second temps, la CEF d'octobre élaborera un plan de travail qui vous sera présenté au CNF de janvier tant pour empêcher ce scénario du pire que pour sécuriser notre organisation. Je ne développe donc pas plus, mais vous précise que le 24 octobre prochain la CGT participera à Orléans à la grande manifestation unitaire antifasciste, anti-impérialiste, et anti raciste.

La tension autour des débats politiques permet d'ouvrir encore plus la fenêtre d'Overton : l'épisode l'invisibilité des femmes pendant la visite de la tour Eiffel par un groupe Hindou ou la scandaleuse proposition du RN de sanctionner d'une amende les femmes portant le voile est encore une attaque contre la moitié de la population. Plus de 50 ans après, les combats de libération des droits des femmes certains en France en sont encore là, ne lâchons rien mes camarades, ce retour à des pratiques ancestrales à la CGT nous les refusons !

Le débat des présidentielles a commencé, à nous d'y prendre notre part, c'était l'un des objectifs de nos États généraux des services publics territoriaux. Plusieurs initiatives ont eu lieu en territoire ces deux dernières années, permettant ainsi de faire émerger nos revendications pour un service public territorial de qualité. Le 24 septembre prochain, ce sont près de 500 camarades qui vont venir en débattre à Montreuil. Cette initiative à quelques mois des élections professionnelles ne manquera pas de redonner du sens à notre engagement militant. Les services publics territoriaux doivent être au cœur de la campagne des présidentielles !

La période estivale a été marquée par des épisodes inédits de fortes chaleurs amenant des mégas feux dans plusieurs départements avec des conséquences dramatiques pour les travailleurs et les populations. Les canicules et leurs conséquences ont des effets néfastes pour la santé et notamment la santé au travail. Cet épisode calamiteux a démontré, une fois de plus, l'incurie du gouvernement face à une situation de crise. Les 10 ans de Macronie ont durablement affaibli nos services publics. Certes les agents ont tenu et fait en sorte que nous nous en sortions, mais à quel prix. 4 pompiers sont décédés, des centaines de maisons ont été détruites, l'absence de protections suffisantes pour les pompiers va avoir des conséquences néfastes sur leur santé.

Cette période inédite doit être une alerte de haut niveau pour revendiquer un profond changement d'orientation dans la lutte contre le dérèglement climatique : les canicules, la tornade de Pomas, le dramatique éboulement au Népal et au Tibet n'en sont que l'illustration. Nous avons là aussi un rôle à jouer en tant que fonctionnaires territoriaux pour contraindre nos employeurs dans leur politique : sur les routes, dans le bâti scolaire, dans l'urbanisme, l'aménagement du territoire, la préservation des espaces verts et de la biodiversité, le traitement des déchets, et la politique de l'eau....C'est une façon pour nous de revendiquer des améliorations de nos conditions de travail, de transformation sociale et retrouver du sens dans nos pratiques au quotidien : être utile aux populations et améliorer le quotidien de toutes et tous.

Le premier rendez-vous de la rentrée est la marche pour le climat, la paix et les solidarités du 26 septembre prochain.

L'austérité budgétaire imposée depuis plusieurs années au profit du patronat à coup d'exonérations de cotisations sociales, de cadeaux fiscaux s'élevant à 211 milliards d'euros annuels est un manque à gagner énorme pour nos services publics. Enfin la loi de programmation militaire qui prévoit 436 milliards consacré à l'armement se fait au détriment des milliards dont nos services publics ont besoin.

Il est urgent d'obtenir un virage à 180° ! Notre point d'indice gelé depuis de trop nombreuses années provoque une perte de pouvoir de vivre de plus de 32% depuis 2000, imaginez les sommes considérables que cela représente en perte pour nos salaires ! Pour rattraper ce retard il faudrait que notre point d'indice soit à 6€50, c'est d'ailleurs ce que nous revendiquons !

Pourtant, le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la sécurité sociale ne présagent rien de positif pour les travailleuses et les travailleurs ni pour les retraités. Ces projets seront présentés le 30 septembre prochain avec probablement un scénario parlementaire que nous connaissons déjà trop : plusieurs 49-3 et des motions de censure que le RN ne devrait pas voter. Ainsi, seule la mobilisation des travailleuses et des travailleurs pourra faire reculer le gouvernement. Les retraités comptent d'ailleurs se faire entendre en manifestant devant le Medef le 14 octobre prochain, vous avez d'ailleurs une carte pétition dans vos pochettes. Ils appellent en plus à une manifestation nationale le 19 novembre prochain.

Le 29 septembre prochain, les plus de 5 millions de fonctionnaires sont appelés à se mettre en grève et à manifester d'abord pour nos salaires, mais également pour des moyens pour les services publics. La confédération a décidé lors de son CCN de rentrée d'appeler l'ensemble des salariés à rejoindre cette mobilisation :

« Le 29 septembre sera le premier grand moment de convergence avec l'appel de l'intersyndicale Fonction publique à la grève et aux manifestations. [...] Rejoignons-les et faisons du 29 septembre une grande journée de grèves et de manifestations pour les services publics et l'augmentation des salaires. » Faisons donc en sorte que ce 29 septembre soit une journée sans services publics !

Ces manifestations seront également l'occasion de rappeler que nous célébrons les 80 ans du statut de fonctionnaires. Des initiatives auront lieu et vous en serez informés.

Depuis plus de deux ans et demi, nous portons les orientations du 13^{ème} congrès fédéral comme de beaux bébés dont il faut s'occuper, nous les avons analysés au cours du bilan mi-mandat, beaucoup de projets ont bien avancé.

Nous sommes maintenant dans la dernière partie du mandat fédéral, dans quinze mois nous ouvrirons notre 14^{ème} congrès fédéral à Toulon. En partant de l'analyse du contexte politique et économique décrit précédemment je vous propose, au nom de la Direction fédérale de valider le plan de travail suivant pour cette dernière partie de mandat :

- En premier lieu, il paraît essentiel de réussir les mobilisations de la rentrée en l'occurrence le 29 septembre, mais également le 15 septembre plus spécialement pour nos camarades et collègues de la filière médico-sociale en lien avec la journée de grève et de manifestation déposée par nos

collègues de la Fédération santé. Pour discuter des suites nécessaires à la mobilisation du 29 septembre, une intersyndicale va se réunir tant sur le plan confédéral que sur la fonction publique fin septembre. Si nous savons qu'à l'approche des élections l'unité syndicale va être de plus en plus difficile à tenir, la lutte contre les projets de loi de finances et de la loi de financement de la Sécurité sociale doit être notre boussole pour empêcher une récession d'ampleur et une paupérisation accrue des fonctionnaires.

- L'élément central de notre activité pendant cette dernière période de l'année 2026 va bien entendu être les élections professionnelles. Je sais que nous sommes dans la dernière ligne droite pour monter un maximum de listes. La proportion genrée nous oblige à aller chercher des candidats, parfois un homme, parfois une femme, profitons-en pour proposer la syndicalisation à la CGT ! Nos résultats sont basés sur le nombre de voix réalisées dans les scrutins des CST, aussi, la direction fédérale vous demande de nous faire remonter, dès que les listes auront été déposées le nombre de listes déposées dans votre département. Pouvoir annoncer un chiffre permettant d'atteindre plus d'électeurs qu'en 2026 est un élément de confiance pour gagner. Au regard du travail effectué ces dernières années, des remontées que nous avons, sans trop vouloir m'avancer je pense que 2026 pourrait voir la courbe descendante de nos résultats depuis 10 scrutins s'inverser et grimper de nouveau. Mais pour cela il ne faut rien lâcher, ni dans la constitution des listes, ni dans les tournées pour faire voter et faire voter CGT.

- Je ne peux pas parler du scrutin des élections professionnelles sans aborder aussi l'autre grand scrutin qui va nous animer dans la même période : les élections de nos représentants au Conseil d'administration de la CNRACL. Nous travaillons avec la Fédération santé à la constitution d'une liste, je tenais, à cette occasion, à remercier les syndicats qui ont mis à disposition un nombre important de candidatures pour ce mandat. La CEF va devoir se prononcer cet après-midi sur le nom des camarades de notre champ qui seront retenus. Là, le scrutin se déroulera uniquement de façon informatique, actifs et retraités seront concernés. Notre caisse de retraite est gravement menacée, avoir une CGT forte et majoritaire dans son Conseil d'Administration est l'assurance que le gouvernement ne pourra pas faire n'importe quoi.

- Le troisième point incontournable de notre plan de travail c'est la lutte contre l'extrême droite et la place que nous devons prendre dans le débat sur les présidentielles. Si nous écoutons les médias mainstream et les instituts de sondage le RN est largement gagnant et une reprise de justice serait la prochaine cheffe de l'État. Pour éviter ce scénario catastrophe nous devons prendre une part active dans l'organisation de débats, avec les agents, les usagers pour les convaincre du danger que représente le RN pour les services publics, les fonctionnaires, les usagers.

Si ce scénario ne pouvait malheureusement pas être évité, nous devons aussi nous tenir prêts à résister face au déferlement de leur politique de haine et aux graves attaques pour la démocratie qu'elle contient.

La Fédération a tenu ses journées d'été sur ce thème. Les camarades de la Direction fédérale ont travaillé sur plusieurs scénarii. Ces éléments seront débattus et validés lors de la CEF d'octobre puis présentés au CNF de janvier 2027.

La première des mises en échec de l'extrême droite sera de battre en brèche la politique anti sociale de Macron en le faisant reculer sur le PLF et le PLFSS, mais les 9 mois qui viennent ne vont nous laisser aucun répit. Patronat, capital, médias, le rouleau compresseur est en marche, il nous faudra l'arrêter !

- Le quatrième point est la continuité de la mise en œuvre de nos états généraux des services publics territoriaux. Le 24 septembre prochain, ce sont près de 500 camarades qui vont venir débattre de ce que nous voulons pour nos services publics territoriaux... Cette journée doit être une réussite, la participation est déjà une réussite. Je tiens là aussi à remercier très chaleureusement tous les camarades qui ont œuvré à la fois dans cette campagne, mais également à l'organisation du meeting ! Je pense qu'on peut les applaudir ! La suite, ça sera bien entendu la continuité des initiatives en territoire pour peser sur le débat des présidentielles et bien entendu les thématiques seront reprises à la fois dans le document d'orientation, mais également dans le memorandum revendicatif.

- Le cinquième point de ce plan de travail proposé est la préparation de notre congrès fédéral. Aujourd'hui nous allons valider les compositions des commissions préparatoires au 14ème congrès fédéral. Là aussi je tiens à souligner le nombre important de mises à disposition de candidatures que nous avons reçues. Cela marque l'intérêt des camarades pour la réussite de ce grand moment de démocratie syndicale que représente un congrès. Les 6 commissions élues ce jour se réuniront pour préparer ce congrès dans les toutes prochaines semaines et nous devons, dès le trimestre prochain procéder à des recherches de délégués, et de candidats pour la Direction fédérale, la CFC et le FNF.

- Enfin, je souhaite finir ce rapport avec notre état d'organisation : À fin août 2026, notre état d'organisation fait apparaître un retard par rapport à l'année précédente, qui doit appeler toute notre attention.

Concernant l'exercice 2025, nous enregistrons à ce jour 73 805 FNI et 699 840 timbres.

À titre de comparaison, à la même période en 2025, pour l'exercice 2024, nous comptabilisons 76 702 FNI et 726 323 timbres.

Nous accusons donc un retard de 2 897 FNI et de 26 483 timbres par rapport à la situation constatée un an auparavant. Ces chiffres montrent que nous devons poursuivre et renforcer le travail de remontée et de régularisation afin de consolider notre état d'organisation.

La situation de l'exercice 2026 nécessite également une attention particulière. À fin août, nous enregistrons seulement 35 862 FNI et 124 timbres.

Ces données témoignent d'un niveau de remontée encore très insuffisant pour l'exercice en cours. Il est donc indispensable que chaque organisation poursuive rapidement la saisie, la régularisation et la remontée des FNI et des timbres afin que notre état d'organisation reflète au plus près la réalité de nos forces syndicales. Une année d'élections il est hors de question d'afficher des chiffres en baisse.

Voilà mes camarades, en quelques mots les éléments que je souhaiter partager avec vous.
Place aux débats !